



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents : Madame BASSOT Catherine, Monsieur FRANZKE Raymond, Monsieur GROUTSCH Yannick, Madame COLLIN-CESTONE Nathalie, Monsieur DESFORGES Jérôme, Madame LESURE Cathy, Adjoint au Maire.

Monsieur PERRET Richard, Monsieur BEBON Claude, Madame BRISSÉ Sandrine, Monsieur BURGUND Marc, Monsieur CHOLLOT Bernard, Monsieur GALLETTA Calogero, Madame HERRMANN Laurence, Monsieur MAHIEU Jean-Loup, Monsieur LEVIS Didier, Monsieur HANEN Christian, Madame HANESSE Marie-José, Madame SCHMIDT Jessica (*pouvoir à Nathalie COLLIN-CESTONE du point 12 au point 16*), Conseillers Municipaux.

Absents ayant donné pouvoirs :

Madame MOUGEOT Sandrine a donné pouvoir à Monsieur NAVROT Frédéric

Madame ADAM Claire a donné pouvoir à Madame LESURE Cathy

Madame BERTON Mireille a donné pouvoir à Monsieur DESFORGES Jérôme

Madame GAYRAL Isabelle a donné pouvoir à Madame BASSOT Catherine

Secrétaire de Séance : Madame HERRMANN Laurence

=====

Communication des points divers :

- Achat et pose de deux columbariums de 6 places pour un montant de 12 536.96 € T.T.C à l'entreprise MUNIER.
- Résultat de la consultation des riverains pour la mise en place de ralentisseurs chemin des Brayes et chemin des Mages :
 - Chemin des Brayes : 3 réponses sur 4 (2 pour/1 contre)
 - Chemin des Mages : 15 réponses sur 27 habitations occupées (8 pour/7contre)

Au vu des discussions et du résultat de la consultation, les membres du Conseil Municipal :

- approuvent l'installation de ralentisseurs chemin des Brayes (3 abstentions : LESURE-GROUTSCH-HANEN)
- désapprouvent l'installation de ralentisseurs chemin des Mages et décident dans un premier temps des actions pédagogiques (panneau, contrôle policier municipal,...) (1 abstention : BASSOT-1 pour : MAHIEU)

=====

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 07 AVRIL 2015 :
Approuvé à l'unanimité des membres présents.

=====

Installation d'un nouveau Conseiller Municipal

Monsieur HENNING Pierre, Conseiller Municipal a présenté sa démission de son poste et de ses fonctions par lettre en date du 26 Mars 2015,

Conformément à la réglementation, Madame MOUGEOT Sandrine élue suivante sur la liste « Ensemble, nous assurons l'avenir de Scy-Chazelles », est appelée à remplacer le conseiller démissionnaire.

Madame MOUGEOT Sandrine a accepté d'intégrer le conseil municipal en date du 7 Avril 2015.

Madame MALHOMME Marie-Claude, Conseillère Municipale a présenté par lettre en date du 25 Mars 2015, sa démission simultanée de son poste et de ses fonctions. Le suivant de la liste « Scy'nergie Citoyenne 2020 », Monsieur LEVIS Didier a accepté d'intégrer le conseil municipal en date du 3 Juin 2015.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article 2121-4,

VU le Code électoral, notamment l'article L.270,

Considérant que Monsieur HENNING Pierre a démissionné de son poste de conseiller municipal,

Considérant que Madame MALHOMME Marie-Claude a démissionné de son poste de conseiller municipal,

Considérant que Madame MOUGEOT Sandrine a accepté d'intégrer le Conseil Municipal,



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Considérant que Monsieur LEVIS Didier a accepté d'intégrer le Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de l'installation de Madame MOUGEOT Sandrine au sein du Conseil Municipal.

PREND ACTE de l'installation de Monsieur LEVIS Didier au sein du Conseil Municipal.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Monsieur LEVIS est heureux d'intégrer l'équipe municipale, le Maire et l'ensemble des membres du Conseil Municipal lui souhaitent la bienvenue.

Commission Communales : Modification des membres

Monsieur le Maire rappelle que les Commissions Communales et l'élection de leurs membres ont été mises en place suivant délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2014.

Suite à la démission de Madame TOUCHE Carole, membre de la Commission Communale des Affaires Scolaires – Périscolaires – Petite Enfance,

Suite à la démission de Monsieur GODSCHAUX Mathieu membre de la Commission Communale des Affaires Scolaires – Périscolaires – Petite Enfance, la Commission Communale chargée de la Communication et de la Commission Communale du Développement de la Vie Locale,

Suite à la démission de son remplaçant Monsieur HENNING Pierre,

Suite à la démission de Madame MALHOMME Marie-Claude membre de la Commission Urbanisme et Environnement,

Il convient de procéder à leur remplacement au sein desdites commissions.

VU le code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-22,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 9 Juin 2015 portant installation d'un nouveau conseiller municipal,

Considérant les vacances des membres de certaines Commissions Communales,

Considérant que Madame GAYRAL Isabelle souhaite plutôt intégrer la Commission Urbanisme et Environnement,

Considérant que Monsieur LEVIS Didier, nouveau Conseiller Municipal en date du 3 Juin 2015, souhaite intégrer la Commission Développement de la Vie Locale,

Considérant que Madame HANESSE souhaite intégrer la Commission Développement de la Vie Locale,

Considérant que Monsieur MAHIEUX souhaite intégrer la Commission Communication,

Considérant que Monsieur BEBON souhaite intégrer la Commission Communication,

Considérant que Monsieur HANEN souhaite intégrer la Commission Urbanisme et Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

POURVOIT aux vacances des membres des Commissions Communales de la manière suivante :

Commission des Affaires Scolaires – Périscolaires – Petite Enfance

Est proposée:

- Madame MOUGEOT Sandrine

Cette commission est maintenant composée comme suit :



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

COLLIN-CESTONE Nathalie – *Présidente*
GALLETTA Calogero
MOUGEOT Sandrine
ADAM Claire
LESURE Cathy

Commission Développement de la Vie Locale :

Sont proposés :

- Madame MOUGEOT Sandrine
- Monsieur LEVIS Didier
- Madame HANESSE Marie-José

Cette commission est maintenant composée comme suit :

LESURE Cathy - *Présidente*
GROUTSCH Yannick
PERRET Richard
BEBON Claude
MOUGEOT Sandrine
COLLIN-CESTONE Nathalie
ADAM Claire
HANEN Christian
GAYRAL Isabelle
LEVIS Didier
HANESSE Marie-José

Commission Communale chargée de la Communication

Sont proposés :

- Madame MOUGEOT Sandrine
- Monsieur MAHIEUX Jean-Loup
- Monsieur BEBON Claude

Cette commission est maintenant composée comme suit :

GROUTSCH Yannick - *Président*
BURGUND Marc
GALLETTA Calogero
MOUGEOT Sandrine
BRISSE Sandrine
LESURE Cathy
MAHIEUX Jean-Loup
BEBON Claude

Commission Urbanisme et Environnement

Sont proposés :

- Madame GAYRAL Isabelle
- Monsieur HANEN Christian

Cette commission est maintenant composée comme suit :

BASSOT Catherine - *Présidente*
PERRET Richard
BEBON Claude
FRANZKE Raymond
BRISSE Sandrine
SCHMIDT Jessica
GAYRAL Isabelle
HANEN Christian

Ces désignations sont valables pour la durée restante du mandat.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Jury criminel 2016 – tirage au sort sur la liste électorale

VU le code de procédure pénale, notamment son article 261, et l'ensemble des textes relatifs à la formation du jury criminel,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015/DLP/1/126 du 31 Mars 2015 fixant la répartition des jurés pour l'année 2016 en vue de la formation du Jury Criminel,

Considérant que le nombre des jurés pour la liste annuelle est réparti par commune ou communes regroupées, proportionnellement au tableau officiel de la population ainsi qu'il suit : 2 jurés pour la Commune de Scy-Chazelles,



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Considérant qu'en vue de dresser la liste préparatoire de la liste annuelle, le Maire de Scy-Chazelles doit tirer au sort publiquement, à partir de la liste électorale de la commune, un nombre triple de celui fixé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, soit 6 noms,

Le Conseil Municipal,

PROCEDE au tirage au sort de 6 noms sur la liste électorale de la commune :

- AMADORO Julie née le 01/12/1986
- LE CHEVALIER Franck né le 26/01/1978
- KAHLIG Daniel né le 09/12/1956
- LE RAY André né le 06/07/1946
- MUSSOT Alain né le 27/09/1942
- HAUBOLDT Louis né le 16/07/1991

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Madame Nathalie COLLIN CESTONE, Adjointe au Maire chargée des Affaires Sociales, rappelle que le Conseil Municipal a décidé, par délibération du 7 avril 2015 portant adoption du budget primitif 2015, de verser une subvention de 4 000 € au Centre Communal d'Action Sociale (chapitre 65 – article 65736).

Pour financer son activité, le CCAS dispose, pour l'essentiel, à côté des recettes provenant de ses prestations de services et de dons et legs, de la subvention qui lui est versée par la commune et qui lui permet d'équilibrer ses comptes.

Afin donc d'assurer ses diverses missions tout au long de l'année, la commune subventionne tous les ans le CCAS.

Sur proposition de Madame Nathalie COLLIN CESTONE, Adjointe au Maire chargée des Affaires Sociales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de verser la subvention de 4 000 € au Centre Communal d'Action Sociale.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Pour répondre à la question de Monsieur MAHIEU, Madame COLLIN CESTONE rappelle aux membres du Conseil que la somme attribuée pour 2014 était de 3500 €.

Mise à jour du tableau des effectifs

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le recrutement du personnel de la commune est assujéti à l'établissement du tableau des effectifs par l'assemblée délibérante.

Le tableau des effectifs peut évoluer en fonction de la volonté de création de nouveaux postes, ou en fonction des dispositions relatives à l'avancement de grade, ou à la promotion interne.

Monsieur le Maire précise qu'une erreur matérielle a été constatée dans le tableau en vigueur, et ce depuis le 18 Mars 2014. En effet le tableau comportait avant cette date un poste de Directeur Général des Services et un poste d'Attaché (au lieu d'Attaché Principal).

Il convient donc de rectifier cette erreur en remplaçant « Attaché » par « Attaché Principal ».

Considérant la nécessité de remettre à jour le tableau des effectifs,



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

VU l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Sur proposition du Maire,

DECIDE la modification du tableau des effectifs de la manière suivante :

GRADES	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
EMPLOI FONCTIONNEL			
Directeur Général des Services d'une commune de 2000 à 10.000 habitants	1	1	1
SECTEUR ADMINISTRATIF			
Attaché principal	1	1	0
Adjoint administratif 1 ^{ère} cl	2	3	2
Adjoint administratif 2 ^{ème} cl	4	4	3
SECTEUR TECHNIQUE			
Agent de maîtrise ppl	1	1	1
Adjoint technique ppl 1 ^{ère} cl.	1	1	1
Adjoint technique 1 ^{ère} cl.	3	3	3
Adjoint technique 2 ^{ème} cl.	7	7	6
SECTEUR SOCIAL			
ATSEM pple 2 ^{ème} Classe	1	1	1
SECTEUR ANIMATION			
Animateur	1	1	1
Adjoint d'animation 2 ^{ème} cl.	3	3	3
SECTEUR PATRIMOINE			
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} cl.	1	1	1
SECTEUR POLICE			
Brigadier-Chef Principal	1	1	1
AUTRES			
Agent spécialisé 1 ^{ère} cl. des écoles maternelles	2	2	1
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} cl. non titulaire en CDD	0	1	1
Adjoint d'animation 2 ^{ème} cl. non titulaire en CDD	0	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} cl. non titulaire emploi occasionnel	4	4	2
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	6	10	10
TOTAL	39	46	39

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Régime d'indemnisation des astreintes

Le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale rend applicable le nouveau régime d'indemnisation ou de compensation des astreintes des agents territoriaux introduit par le décret du 12 juillet 2001 relatif à l'Aménagement et la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale.

L'astreinte et la permanence des agents territoriaux sont dorénavant indemnisées sur la base des dispositions applicables aux fonctionnaires du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

L'assemblée délibérante doit déterminer la liste des emplois concernés et approuver le montant de l'indemnité d'astreinte pour semaine complète attribué à un agent territorial.

Sont concernés les agents suivants :

- agent technique
- agent technique qualifié



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

- agent technique principal

- agent de maîtrise

L'arrêté du 14 Avril 2015 fixe le montant de l'indemnité d'astreinte pour une semaine complète à 149,48 €.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la liste des emplois concernés ainsi que le montant de l'indemnité d'astreinte attribuée pour semaine complète.

Sur proposition du Monsieur Jérôme DESFORGES, Adjoint au Maire chargé des Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 précisant en son article annexe les cadres emplois des fonctions techniques concernés ;

VU Le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'approuver la liste des emplois concernés ainsi que le montant de l'indemnité d'astreinte attribuée pour semaine complète,

DECIDE de mettre en place une indemnité d'astreinte pour les agents suivants :

- agent technique

- agent technique qualifié

- agent technique principal

- agent de maîtrise

APPROUVE le montant de l'indemnité d'astreinte pour une semaine complète à 149,48 €

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Approbation de la redevance d'occupation du domaine public : Camion Pizza

Madame Cathy LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale, expose au membre du Conseil Municipal qu'il convient de fixer le montant de la redevance d'occupation du domaine public 2015 pour le camion pizza appartenant à Monsieur DECHICHE, qui stationne sur la place de l'Esplanade les dimanches soirs.

Le droit de stationnement sur la commune est fixé à 53 €/mètre linéaire pour l'année.

Le Camion Pizza représente 3 mètres linéaires, toutefois, considérant que ce dernier n'est présent sur la commune que le dimanche soir de Juin à Octobre, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'appliquer le tarif pour 1 mètre à Monsieur DECHICHE soit un montant de 53 € pour l'année.

Sur proposition de Madame Cathy LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

FIXE le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour le camion pizza « Eleven Pizza » appartenant à Monsieur DECHICHE, à 53 € pour l'année 2015, payable à terme échu.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.



PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Convention de subvention à intervenir avec la commune de Longeville-Lès-Metz concernant les travaux de renaturation du ruisseau de la Fontaine

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire chargé des travaux rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune a décidé de réaliser une opération de renaturation du ruisseau de la Fontaine situé sur son territoire et en partie sur la commune de Longeville-Lès-Metz.

Compte tenu de cette situation, cette dernière s'est engagée à verser une participation financière forfaitaire d'un montant de 7 000 € H.T. à la commune de Scy-Chazelles, maître d'ouvrage de l'opération.

Il est donc proposé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser la signature d'une convention de subvention à intervenir avec la commune de Longeville-Lès-Metz, afin de définir les conditions et les modalités de versement de la participation financière de la commune de Longeville-Lès-Metz.

Sur proposition de Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire chargé des travaux,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la convention de subvention à intervenir avec la commune de Longeville-Lès-Metz et tous documents s'y afférents,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Monsieur FRANZKE précise que sur les 700 mètres de ruisseau, 150 se trouvent sur la commune de Longeville-Lès-Metz. Pour répondre à la question de Monsieur MAHIEU, l'entretien du ruisseau se fera pendant 2 ans par BK Environnement et ensuite par la commune.

Il précise également que le coût total de l'opération était estimé à 135 000 € et qu'après les subventions diverses attribuées, le montant restant à la charge de la commune s'élève à environ 25 000 €.

Campagne de stérilisation des chats errants – Demande de subvention à la Fondation Brigitte Bardot

Madame Sandrine BRISSÉ, Conseillère Municipale, rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Commune a lancé l'année dernière une campagne de stérilisation des chats errants sur le territoire communal afin de freiner la prolifération de ces animaux.

A ce titre une subvention avait été demandée à la Fondation Brigitte Bardot, qui a attribué des bons de stérilisation en soutien à la commune pour cette opération.

Il est proposé au Conseil Municipal de renouveler la campagne de stérilisation pour l'année 2015 et par conséquent de solliciter à nouveau la fondation Brigitte Bardot.

Sur proposition de Madame Sandrine BRISSÉ, Conseillère Municipale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

DECIDE de renouveler la campagne de stérilisation des chats errants pour l'année 2015,

SOLLICITE une subvention auprès de la Fondation Brigitte Bardot en vue du projet de campagne de stérilisation des chats,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Madame BRISSÉ rappelle aux membres du Conseil que la Clinique vétérinaire les Arches-sur-Moselle avec qui la commune a un contrat demande 40 € par mâle et 70 € par femelle stérilisés.



PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Bibliothèque : Gratuité d'un an aux nouveaux habitants de
Scy-Chazelles

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

Madame Sandrine BRISSÉ rappelle aux membres du Conseil Municipal que les tarifs de cotisation annuelle de la bibliothèque ont été votés par délibération du 29 Mai 2012 comme suit :

Habitants de Scy-Chazelles : 5,00 € (gratuit pour les moins de 18 ans)

Habitants des autres communes : 7,50 € (gratuit pour les moins de 18 ans)

Dans un but d'intégration des nouveaux habitants de Scy-Chazelles, il est proposé au Conseil Municipal l'instauration, pour les nouveaux arrivants, d'une gratuité d'abonnement d'un an pour chaque personne du foyer afin de leur permettre de découvrir la bibliothèque et de les inciter à renouveler par la suite leur abonnement.

VU le code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

Sur proposition de Madame Sandrine BRISSÉ,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'instauration, pour les nouveaux arrivants, d'une gratuité d'abonnement d'un an à la bibliothèque pour chaque personne du foyer.

APPROUVE les modifications de l'article 3.2. du règlement d'utilisation de la bibliothèque ci-joint.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération

Approuvé à l'unanimité.

Prêt d'une liseuse électronique à la bibliothèque par le Conseil
Départemental de la Moselle

Madame Sandrine BRISSÉ, explique aux membres du Conseil Municipal que dans le cadre du développement d'une offre de lecture numérique à destination du réseau de lecture publique du Conseil Départemental de la Moselle, celui-ci prête une liseuse électronique à la bibliothèque qui la met à disposition de tous les adhérents de plus de 18 ans.

Ce déploiement est destiné à faire découvrir la lecture numérique au plus grand nombre en mettant l'accent sur les atouts du livre électronique, comme la possibilité d'agrandir les caractères pour les personnes déficientes visuelles ou l'utilisation de polices de caractères spéciales pour les lecteurs dyslexiques, autour des offres gratuites de livres libres de droits disponibles sur Internet.

Il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la signature de la chartre de prêt de la liseuse électronique à intervenir avec le Conseil Départemental de la Moselle ainsi que le règlement d'utilisation de la bibliothèque modifié en son chapitre 5.

Sur proposition de Madame Sandrine BRISSÉ,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE les modifications du règlement d'utilisation de la bibliothèque.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la chartre de prêt de la liseuse électronique à intervenir avec le Conseil Départemental de la Moselle.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Madame BRISSÉ précise qu'un catalogue d'ouvrage gratuit est mis à disposition de l'emprunteur mais si ce dernier télécharge un livre, il doit payer son téléchargement et l'effacer avant de rendre la liseuse électronique. La liseuse est prêtée à la bibliothèque pour une durée indéterminée.



PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Bibliothèque de Scy-Chazelles – Désherbage

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

Madame Sandrine BRISSÉ, explique aux membres du Conseil Municipal que le désherbage en bibliothèque consiste en un élagage des collections afin de pallier leur vieillissement, faire place aux nouveautés et proposer au public des collections attractives, pertinentes et mises à jour régulièrement.

Les objectifs sont de :

- veiller à la cohérence des collections en proposant des ouvrages actuels aux informations fiables,
- mieux répondre aux attentes du public,
- prioriser la qualité à la quantité,
- aérer les rayonnages pour une meilleure valorisation des collections.

Les critères de désherbage :

- les documents en mauvais état physique et dont la réparation serait impossible ou très onéreuse : livres abîmés, jaunis, tachés, ainsi que les CD et DVD illisibles ;
- les documents au nombre d'exemplaires devenu trop important par rapport aux besoins : avoir les ouvrages en plusieurs exemplaires ne constitue pas toujours une nécessité ;
- les documents au contenu manifestement obsolète : la date de publication peut être un premier indice ;
- le niveau intellectuel, la valeur littéraire ou documentaire : ouvrages trop spécialisés, erreurs d'achat, best-sellers d'une époque ;
- les documents ne correspondant plus à la demande du public : les documents jamais ou peu consultés depuis longtemps, tout en ne subissant pas la pression du public au risque de banaliser les collections en retirant des ouvrages de qualité mais plus exigeants et moins connus.

La liste des ouvrages proposés au désherbage de la bibliothèque de Scy-Chazelles comprend :

- les revues et magazines appartenant à la bibliothèque et datant de plus de deux ans dont il est nécessaire de se séparer car ce genre de document est par essence d'une durée de vie éphémère. Nous les avons jusqu'à présent gardés en archive mais après deux ans sans sortie (sans demande) celui-ci est considéré comme un document mort.
- les romans, biographies, documentaires et albums jeunesse en très mauvais état et irréparables.

Éliminer ces ouvrages fait partie des obligations de la bibliothécaire pour une bonne gestion du fonds et il est nécessaire que tout un chacun soit informé de cela afin de pouvoir justifier cette élimination. En effet, ces documents ayant été acquis soit sur des crédits municipaux, soit pour certains sur des dons de revues, il est impératif de pouvoir apporter cette information à tout citoyen qui le demanderait.

Par ailleurs, il s'agit du 2ème véritable désherbage depuis la création de la bibliothèque il y a 15 ans, le premier désherbage ayant eu lieu lorsque la bibliothèque était encore sous gestion associative.

Ainsi, ce sont 776 documents qui sont proposés au désherbage, selon la liste jointe.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1 alinéa 1,

Vu le Code général de propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2141-1,

Sur proposition de Madame Sandrine BRISSÉ,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le déclassement des documents suivants, provenant de la Bibliothèque municipale (cf. liste des ouvrages ci-jointe) :

- documents en mauvais état,
- documents au contenu obsolète,
- documents ne correspondant plus à la demande de nos lecteurs,
- exemplaires multiples.

Sur chaque document sera apposé un tampon « Rayé à l'inventaire ».



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

AUTORISE la cession de ces documents gratuitement à des institutions ou associations si leur état le permet, leur utilisation par la bibliothèque dans le cadre d'ateliers d'arts plastique, ou à défaut leur destruction et, si possible, leur valorisation comme papier à recycler.

DIT que l'élimination d'ouvrages sera constatée par un procès-verbal mentionnant le nombre d'ouvrages éliminés et leur destination, auquel sera annexé un état des documents éliminés comportant les mentions d'auteur, de titre et de numéro d'inventaire.

CHARGE le responsable de la Bibliothèque municipale de procéder à la mise en œuvre de la politique de régulation des collections telle que définie ci-dessus et de signer les procès-verbaux d'élimination.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Madame BRISSÉ précise que les périodiques seront bennés mais que les livres seront utilisés pour des ateliers origami.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que Madame BRISSÉ va d'ici peu déménager dans le Sud de la France et la remercie pour tout le travail qu'elle accomplit à la bibliothèque.

Madame BRISSÉ quant à elle remercie les bénévoles et Laura.

Contrat de maintenance du logiciel Microbib

Madame Sandrine BRISSÉ rappelle aux membres du Conseil Municipal que le logiciel MICROBIB est installé à la bibliothèque afin d'assurer la gestion et le fonctionnement de cette dernière.

Le contrat de maintenance arrivant à terme le 31 Mai 2015, il donc est demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver le renouvellement de ce dernier pour la période du 01 Juin 2015 au 31 Mai 2016.

Le montant de la redevance pour la maintenance du logiciel est fixé à 292 € H.T. pour 12 mois. Le contrat comprend la fourniture des mises à jour et des nouvelles versions du logiciel. En cas de panne rendant impossible l'utilisation du logiciel, le prestataire de service effectue une intervention.

VU le code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

Sur proposition de Madame Sandrine BRISSÉ,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE le renouvellement du contrat de maintenance du logiciel MICROBIB pour la période du 01 Juin 2015 au 31 Mai 2016 pour un montant de 292 € H.T.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer le contrat de maintenance MICROBIB et tous documents s'y afférents.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Mise à disposition gratuite de la salle de l'Esplanade aux familles de la commune dans le cadre d'obsèques

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de mettre à disposition gratuitement la salle communale de l'Esplanade aux familles de la commune dont le défunt est inhumé dans le village, pour l'organisation d'un rassemblement familial dans le cadre des obsèques.

Une attestation d'assurance multirisque ainsi qu'un chèque de caution pour le nettoyage et un pour le matériel seront néanmoins toujours demandés avant la mise à disposition de la salle.



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Les membres du Conseil Municipal sont invités à prendre connaissance de la convention de mise à disposition de la salle ainsi que du règlement de la salle après ajout de l'article 36 autorisant ladite mise à disposition.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention de mise à disposition de la salle de l'Esplanade ci-jointe,

APPROUVE le règlement de salle de l'Esplanade ci-joint,

DECIDE de mettre à disposition gratuitement aux familles de la commune dont le défunt est inhumé dans le village, la salle communale de l'Esplanade afin que des rassemblements familiaux puissent être organisés dans le cadre d'obsèques.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Pour répondre à la question de Monsieur MAHIEU, Monsieur le Maire précise que le nettoyage de la salle reste à la charge des familles.

Si la salle est déjà occupée ou réservée, elle reste bien évidemment au bénéfice du premier demandeur.

Frais de scolarité : Participation financière demandée aux communes Pour l'année scolaire 2015/2016

Madame Nathalie COLLIN CESTONE, Adjointe au Maire chargée des Affaires Scolaires, informe le Conseil Municipal que des contributions financières sont exigées par certaines communes pour la scolarisation des enfants originaires de Scy-Chazelles.

Dans un souci de réciprocité et d'équité, il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer à l'intention de ces communes, une contribution financière d'un montant de 897 € représentant les frais de scolarisation d'un enfant fréquentant une école sigéo-castelloise, et ce à compter de la rentrée 2015-2016.

Ce montant a été déterminé en divisant le total des frais de fonctionnement de l'ensemble des écoles par le nombre total d'élèves.

Toutefois, Madame Nathalie COLLIN CESTONE suggère au Conseil Municipal de ne pas appliquer la réciprocité pour les enfants de la Maison de l'Enfance à Caractère Social, transférée de Scy-Chazelles à Moulins-Lès-Metz en Août 2014.

En effet, il s'agit d'une exception sociale, étant rappelé par ailleurs que les communes voisines ne demandaient pas de frais à la nôtre lorsque les enfants étaient domiciliés à Scy-Chazelles mais scolarisés dans leur commune.

Sur proposition de Madame Nathalie COLLIN CESTONE, Adjointe au Maire chargée des Affaires Scolaires,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'appliquer le principe d'une contribution financière d'un montant de 897 € à compter de la rentrée 2015-2016 pour tout enfant domicilié dans lesdites communes et scolarisé à Scy-Chazelles.

DECIDE d'exonérer du paiement de cette participation financière les communes accueillant dans leurs écoles et sans aucune compensation financière les enfants Sigéo-Castellois.

DECIDE que pour l'accueil des enfants de la Maison de l'Enfance à Caractère Social située à Moulins-Lès-Metz, cette participation financière ne sera pas demandée.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Monsieur DESFORGES demande si les mêmes tarifs sont appliqués pour les élèves de primaires et ceux de maternelles.

Monsieur le Maire lui répond qu'effectivement les tarifs appliqués sont les mêmes car le coût des élèves de maternelle serait beaucoup trop élevé s'ils étaient différenciés.



PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Nathalie COLLIN-CESTONE précise que le calcul des frais de scolarité demandés est fait sur l'exactitude des frais pour l'année scolaire 2013/2014 :

Bernard Rabas : 569,47 € par élève (x136 élèves = 77 447,75 €)

Arc-En-Ciel : 1254,58 € par élève (x64 élèves = 80 310,29 €)

Sous-Les-Vignes : 2 105,69 € par élève (x18 élèves = 37 902,45 €)

Soit 195 660,49 €/218 élèves = 8,53 €

Monsieur le Maire précise que si une commune d'origine ne veut pas payer les frais de scolarité, c'est au Maire de la commune d'accueil de prendre la décision d'accepter ou non la dérogation.

Dans le cas où une commune est exonérée des frais de scolarité car elle même ne les applique pas et qu'un nombre élevé d'enfant vient de ladite commune, c'est aux Maires de s'accorder entre eux.

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

Examen d'une demande de subventions pour une association Sigéo-Castelloise pour 2015

Madame Cathy LESURE, Adjointe au Maire chargée du Développement de la Vie Locale, présente aux membres du Conseil Municipal une demande de subvention provenant de l'association Loisirs et amitiés sportives.

Comme chaque année, l'association a remis un dossier complet avec bilan précis de demande de subvention. Il est rappelé que cette association organise des séances de gymnastique douce, de la zumba-gold ainsi que des sorties culturelles.

Cette année, elle a pour projet l'organisation d'un goûter des Rois ainsi qu'un repas de Noël.

L'association sollicite de la commune une aide de 500 €.

Sur proposition de Madame Cathy LESURE, Adjointe au Maire chargée du Développement de la Vie Locale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

ACCORDE une subvention d'un montant de 500 € à l'association Loisirs et Amitiés Sportives

DIT que les sommes sont inscrites au budget 2015, chapitre 65 - article 6574 (subventions de fonctionnement - autres personnes de droit privé).

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Madame LESURE précise que l'association existe depuis 1982.

Sans la subvention communale, l'activité de zumba gold n'aurait pu être créée. Cette activité permet à l'association d'attirer des membres plus jeunes.

Embauche d'animateurs dans le cadre des animations « Estivales » 2015

Madame Nathalie COLLIN CESTONE, Adjointe au Maire en charge des affaires scolaires et périscolaires, rappelle que les animations « Estivales » se déroulant cette année du 6 Juillet au 31 Juillet 2015 nécessitent l'embauche de personnel supplémentaire afin d'encadrer les enfants y participant.

Elle propose aux membres du Conseil Municipal l'embauche de 3 personnes durant toute la période des animations et d'autoriser le Maire à procéder aux recrutements suivants :

- 1 animateur non diplômé BAFA rémunéré 31,50 € brut/jour – Indemnité pour la journée de préparation : 15,75 € brut/jour
- 2 animateurs diplômés BAFA rémunérés 52,50 € brut/jour – Indemnité pour la journée de préparation : 52,50 € brut/jour

Indemnités de nuitée dans les locaux : 15,75 € brut/jour

Indemnité diplôme de secouriste : 3,15 € brut / jour.



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter du personnel saisonnier dans le cadre des animations « Estivales » pour la période du 6 au 31 Juillet 2015,

DECIDE le recrutement direct de 3 personnes durant toute la période des animations « Estivales » 2015.

Monsieur le Maire ou son représentant est chargé du recrutement de ces agents et habilité à ce titre à conclure les contrats d'engagement correspondants.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Monsieur CHOLLOT demande sur quel poste de dépense du budget la rémunération des animateurs se fera.

Monsieur DESFORGES précise que les salaires des animateurs sont englobés dans la ligne de trésorerie « salaire de la masse salariale » du budget 2015.

Pour répondre à Monsieur MAHIEU, cette dépense représente environ 5000 € mais l'opération reste « blanche » pour la commune étant donné la participation financière demandée aux familles.

Madame LESURE demande quels sont les effectifs d'inscription pour cette année. Nathalie COLLIN-CESTONE l'informe que les inscriptions sont en cours.

Désignation d'un office notarial pour la recherche d'héritiers

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que dans le cadre du recours formulé au Tribunal Administratif contre la décision de regroupement de nos deux écoles maternelles et de la fermeture de l'école Sous-les-Vignes, le juge des référés a émis un doute sur la légalité de la décision en ce qui concerne la donation faite à la commune en 1859, et a suspendu la décision en attente de jugement du dossier sur le fond.

Dans la perspective de la procédure de révision en justice des conditions et charges grevant la donation issue de l'acte du 6 Août 1859 du Général De Bouteiller, il convient de procéder à la recherche des héritiers de ce dernier.

Monsieur le Maire propose de confier ces recherches à l'étude notariale Remy-Godard-Remy de Metz, avec sous-traitance auprès d'un généalogiste.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

DESIGNE l'office notarial Remy-Godard-Remy de Metz, en charge de la recherche des héritiers de l'école maternelle Sous-Les-Vignes, avec sous-traitance à un généalogiste.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à entreprendre toutes les formalités liées à cette opération.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Madame SCHMITT demande si l'on a une idée du coût de cette recherche. Monsieur le Maire précise que le notaire communiquera à la commune le montant lorsqu'il sera rentré en contact avec un généalogiste.

Convention à intervenir avec la MATEC : Etude sur la reconversion de l'école maternelle Sous-Les-Vignes

Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire en charge des Travaux, rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune a adhéré à la MATEC depuis 2013.

Cette agence a pour objet d'apporter aux Collectivités qui le demandent, une assistance d'ordre technique pour réaliser ou faire réaliser leurs études et leurs travaux (voirie, bâtiment et espaces publics).

Dans le cadre de l'étude de faisabilité en vue de la reconversion de l'école maternelle



Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19
18 du point 12 au point 16

Nombre de pouvoirs : 4
5 du point 12 au point 16

Nombre de votants : 23

Convoqués le :
03/06/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU NEUF JUIN DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Sous-Les-Vignes, Monsieur FRANZKE propose à l'assemblée de solliciter l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage auprès de Moselle Agence Technique (MATEC) du Conseil Départemental de la Moselle.

La convention ci-jointe en définit les modalités juridiques et financières.

Le montant de la prestation s'établit à 3 380,00 € H.T. soit 4 056,00 € T.T.C.

VU le code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-22,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 Mars 2013 décidant d'adhérer à la MATEC,

Sur proposition de Monsieur FRANZKE, Adjoint chargé des Travaux,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de confier l'étude désignée à MATEC, aux conditions proposées.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tous documents s'y afférents.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

POUR : 21

CONTRE : 0

ABSTENTION : 2

SCHMIDT Jessica

MAHIEU Jean-Loup

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il ne s'agit là que d'une étude de faisabilité afin de chiffrer le coût de cette éventuelle opération de reconversion en cas de fermeture de l'école.

Monsieur MAHIEU demande si cette décision n'est pas prématurée et s'il ne serait pas plus sage de reporter cette délibération après le jugement du Tribunal Administratif.

Monsieur le Maire précise que qu'elle que soit la décision du juge, le bâtiment est vétuste et aura certainement besoin d'une réhabilitation. De plus, il n'est pas exclu de penser à des procédures d'appel suite au jugement par le Tribunal Administratif. Le jugement définitif peut donc être très long et cette étude n'engage pas de travaux mais permettra de déterminer l'enveloppe financière nécessaire à une réhabilitation ou une reconversion ainsi que les recherches de subventions.

Madame SCHMIDT demande quand cette étude serait programmée.

Monsieur le Maire lui répond qu'elle devrait démarrer vers Septembre.

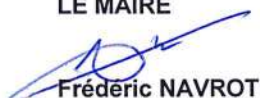
Monsieur MAHIEU rappelle qu'il est important de ne pas précipiter les choses.

Monsieur GROUTSH et Madame BRISSÉ répètent que dans tous les cas des travaux de réhabilitation devront tout de même être envisagés car le bâtiment est très vétuste.

=====

Fin de la séance : 19H45

LE MAIRE


Frédéric NAVROT



LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE


Laurence HERRMANN

AFFICHÉ LE : 17 JUIN 2015

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 17 JUIN 2015